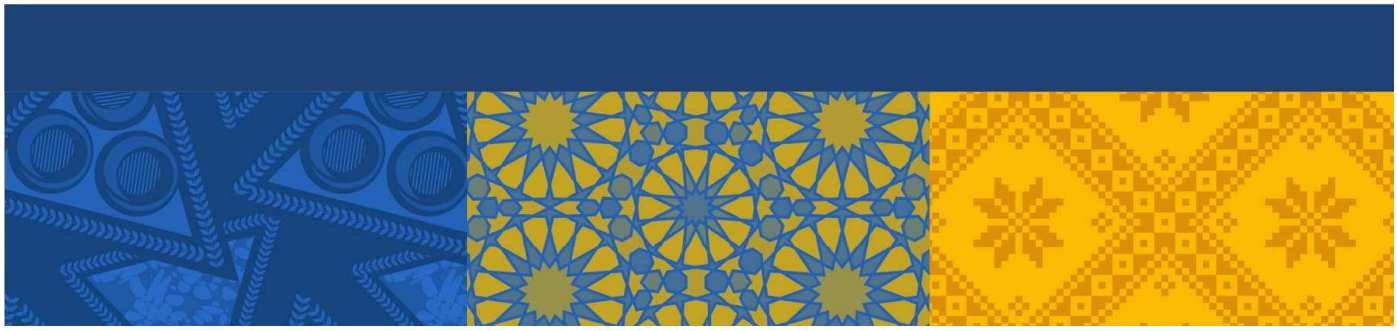
Insee
Mesurer pour comprendre

Appui technique international
Lettre d'information



Appui technique international

Lettre d'information n° 21, février 2024

Sommaire

Éditorial
La coordination dans les projets PASII-ECOBUSAF-SOCSTAF
Le regard de Statistics Denmark sur la visite d'étude sur l'emploi et le secteur informel à l'Insee
L'Insee au cœur des études économiques tunisiennes : le projet européen Savoirs Éco en Tunisie
Cap au Sud : la modernisation des comptes nationaux de Bolivie
Nouvelle voie vers l'Extrême-Orient : jumelage avec l'INS du Cambodge
ERETES à la Direction générale de l'Insee, au Libéria, en Tunisie et en Bolivie
- Nouveaux développements
- Implantations

Appuis conjoints d'Afristat et de l'Insee sur la communication statistique
- La réalisation de policy briefs
- La data visualisation

L'Insee à la 46e réunion du Comité de direction d'Afristat
En bref – les activités de coopération au 2d semestre 2023
- Activités régionales
- Afrique subsaharienne
- Maghreb et bassin méditerranéen

Éditorial

Améliorer la coordination des activités de l'ensemble des acteurs de l'appui technique international est essentiel : il s'agit en effet d'éviter les doublons, de bien orienter l'aide, de viser l'efficacité. Les activités entreprises dans le cadre du PASII, le programme statistique panafricain, sont un bon exemple de cette démarche d'amélioration, à laquelle l'Insee a pris une part importante. Aussi nous développons dans le premier article de ce numéro les enjeux et la méthode déployée à cette occasion.

Outre ce projet européen qui se poursuit, l'activité d'appui de l'Insee a été forte ce second semestre 2023, dans différentes zones géographiques. Un nouveau projet européen, Savoirs Éco en Tunisie, vise à renforcer les connaissances économiques et leur diffusion dans le pays, avec un soutien particulier à Statistiques Tunisie. Nous reprenons également pied dans deux zones où nous avons été moins présents ces dernières années : dans les Andes, en participant à un projet de modernisation des comptes nationaux en Bolivie ; en Asie, en tant que partenaire junior au sein d'un jumelage de l'Union européenne avec le Cambodge.

En Afrique, l'application de comptabilité nationale ERETES continue d'être déployée, avec des ateliers organisés en Tunisie et au Libéria. En matière de communication, deux formations se sont tenues sur la réalisation de policy briefs, en collaboration avec Afristat. Un atelier virtuel sur les data visualisations a complété ces activités visant à développer la diffusion de la statistique publique chez nos partenaires du continent africain. Nous avons également participé en tant qu'observateur au Comité de direction d'Afristat.

Ce numéro se termine avec un récapitulatif de l'ensemble des activités du semestre : poursuite des participations aux projets multilatéraux et actions de coopération bilatérale.

Enfin, nous souhaitons la bienvenue à Harouna Traoré, venu renforcer l'équipe de la division depuis septembre de cette année dans le domaine de la comptabilité nationale et d'ERETES.

En vous souhaitant une excellente année 2024,

Très bonne lecture à tous.

La coordination dans les projets PASII-ECOBUSAF-SOCSTAF

L'assistance technique internationale aux pays africains dans le domaine des statistiques a été abondante au cours des dernières décennies. Les organisations internationales ou régionales et les instituts nationaux de statistique (INS) des pays industrialisés ont établi une coopération à long terme en matière de statistiques avec les INS africains autour de projets régionaux ou nationaux dotés de financements parfois conséquents.

Cependant, il n'y a pas aujourd'hui de coordination formelle des parties prenantes. Des tentatives de recueil des initiatives existent (Donor Survey d'Eurostat et **Data Clearing House** de Paris21), mais ces mécanismes ne permettent pas de collecter une information complète et récente et d'organiser la coordination entre les partenaires.

De ce fait, il peut arriver que des sujets se recoupent et que les aides se concentrent sur un nombre limité de pays.

Les subventions européennes **PASII-ECOBUSAF** et **PASII-SOCSTAF** s'inscrivent dans cet écosystème. Leur succès reposera donc en partie sur la capacité des INS africains à établir une coordination, voire des collaborations, avec les différents acteurs, qui appuient les pays de l'Union africaine sur des thématiques communes à celles développées dans ECOBUSAF ou SOCSTAF.

Cette coordination doit permettre de prendre connaissance des activités des partenaires en présence et d'identifier par rapport à elles les forces de nos deux consortiums : les échanges entre instituts nationaux de statistique, la diffusion des normes statistiques européennes, la constitution d'un pool d'experts européens qui peuvent se compléter, l'habitude de travailler au niveau national avec le souci d'harmonisation au niveau européen…

Des degrés de coordination variables en fonction de la proximité avec les partenaires

Avec les institutions internationales, la coordination passe essentiellement par des échanges d'informations. La connaissance des activités et des pays qui reçoivent l'appui de ces institutions sont de nature à orienter le contenu de nos activités et les pays avec lesquels on décidera de coopérer. Des efforts importants ont été faits en la matière pendant la phase d'évaluation des subventions où nous avons eu des réunions avec de nombreux acteurs (agences régionales de la Banque mondiale, agences onusiennes telles que Data4dev, Banque africaine de développement). Nous avons ainsi pu identifier les thématiques communes à nos différents projets, éviter les doublons et créer des synergies, dans les domaines de la comptabilité nationale, des données administratives et des sources alternatives de données, notamment.

Un deuxième type de coordination s'est établi avec les autres composantes du projet : au-delà de la coordination institutionnelle organisée par Eurostat (sous la forme d'un forum consultatif réunissant tous les partenaires), la coordination s'est principalement instaurée :

- Avec l'équipe d'**Expertise France**, qui a remporté l'appel d'offres et qui met en œuvre le contrat de service,
- Avec l'**Uneca** (Commission économique pour l'Afrique des Nations unies).

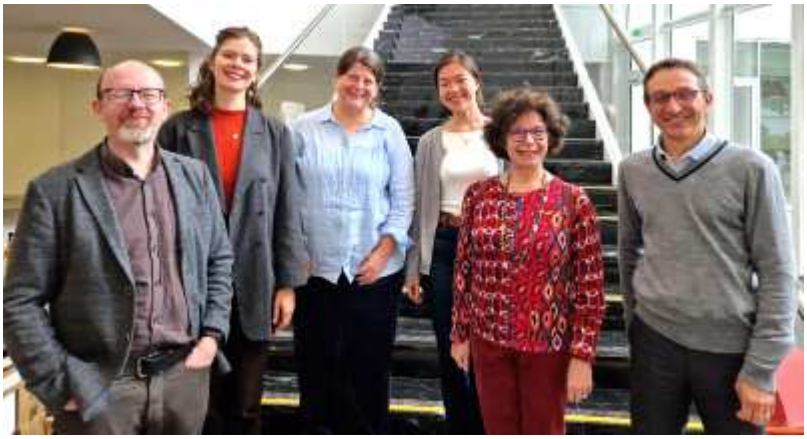
Des contacts ont également été pris avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (**FAO**).

Dans le domaine des comptes nationaux, une collaboration étroite s'est établie grâce au contrat de service : afin de renforcer l'appui aux pays les plus en retard, des échanges réguliers se sont déroulés pour soutenir les mêmes pays et créer des synergies entre les appuis des différentes composantes du PASII. Cela se concrétise par la mise en place d'une feuille de route unique sous la houlette du contrat de service et le suivi de cette feuille de route par tous les partenaires, la réalisation de missions communes et le partage de la documentation (rapports de mission, notamment).

Une coordination rapprochée au sein de chaque projet et entre ECOBUSAF et SOCSTAF

Les deux projets organisent leurs réunions trimestrielles de coordination conjointement avec une partie dédiée à chaque subvention et une partie commune. Certaines activités sont décidées en commun, notamment les activités de communication autour du projet. Au-delà, l'Insee a souhaité associer les autres membres des consortiums à d'autres d'activités.

Ainsi, un atelier virtuel sur les comptes satellites du tourisme doit se tenir au 1er trimestre 2024 : Statistics Denmark et Statistics Norway ont accepté de se joindre à l'organisation de cet événement. Une réunion avec les experts de ces INS s'est déroulée à Paris les 19 et 20 octobre pour préparer l'atelier. Elle a donné lieu à des échanges d'expériences sur l'élaboration des comptes satellites du tourisme dans les trois pays concernés.



De gauche à droite : Paul Lubson et Amalie Skovengaard (Statistics Denmark), Anne Mari Auno (Statistics Norway), Alice Tchang et Dominique Francoz (Insee-DMCSI), David Levy (Insee-DSE)

Un hackathon devrait également se dérouler au printemps 2024 dans le cadre de l'activité sur les nouvelles sources de données : un appel à contribution a été lancé aux membres des deux consortiums ECOBUSAF et SOCSTAF pour assurer le mentorat des équipes pendant le hackathon et/ou pour faire partie du jury qui sélectionnera l'équipe gagnante.

Enfin, un bel exemple de collaboration avec plusieurs partenaires dans et en dehors du consortium SOCSTAF est l'organisation de la visite d'étude sur les statistiques de l'emploi et l'informel. La contribution d'experts de Statistics Denmark à cet événement a permis d'accueillir pour la première fois à l'Insee des experts d'INS africains francophones et anglophones au sein d'un même événement. La plupart des séances se déroulaient dans des salles séparées pour les anglophones et les francophones, avec quelques séances communes. Le programme de la visite avait été défini en commun pour les deux publics et plusieurs experts de l'Insee sont intervenus alternativement en français et en anglais.

L'Organisation internationale du travail (OIT), référence internationale en matière de normes et méthodes sur les statistiques de l'emploi et du secteur informel et acteur incontournable dans l'appui aux pays africains sur ces thématiques, a apporté une contribution substantielle en assurant des présentations sur cinq sujets tour à tour en français et en anglais : utilisation des données administratives pour les statistiques de l'emploi, identification du travail décent, définitions opérationnelles de l'identification de l'emploi informel, valorisation des statistiques de sources administratives dans le système statistique national, utilisation des statistiques dans le processus de transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

Enfin, Afristat a également contribué à l'atelier sur la thématique du secteur informel.

L'évaluation en fin de visite a fait état d'une grande satisfaction des participants et de leur volonté de continuer à échanger sur les statistiques de l'emploi et du secteur informel sous forme d'un forum de discussion qui reste encore à mettre en place. Le seul regret de certains participants était qu'il n'y avait pas eu suffisamment de séances plénières où anglophones et francophones auraient pu échanger sur leurs pratiques qui diffèrent parfois entre les pays francophones d'Afrique de l'Ouest ou d'Afrique centrale et les pays anglophones d'Afrique de l'Est ou d'Afrique australe.

En conclusion, la coordination devrait être une préoccupation majeure des acteurs de la coopération internationale en Afrique, mais il est difficile de mettre en place et de faire vivre un mécanisme permettant les échanges d'informations et les collaborations entre parties prenantes. Jusqu'à présent, les résultats en la matière sont intéressants mais modestes et pourraient servir de base à un mécanisme plus pérenne : si certaines expériences sont positives (collaboration avec le contrat de service du PASII dans le domaine de la comptabilité nationale, organisation de la visite d'étude sur l'emploi et le secteur informel), la coordination a reposé sur les initiatives de certaines parties prenantes, les membres des consortiums ECOBUSAF et SOCSTAF étant souvent à l'origine des échanges.

La visite sur l’emploi et le secteur informel à la Direction générale de l’Insee

Le regard de Statistics Denmark sur la visite d'étude sur l'emploi et le secteur informel à l'Insee

Entretien avec Thomas Bie, chef du Département des statistiques sociales, et Daniel F. Gustafsson, conseiller principal, Département des statistiques sociales, **Statistics Denmark**

Thomas Bie (photo du haut, 4ème à droite), Daniel F. Gustafsson (photo du bas, 2ème à droite), et les participants à la session

« Nos collègues africains ont délivré leur verdict lors du débriefing : certaines conclusions importantes et utiles concernant le développement des statistiques sur l'emploi et le secteur informel ont été dégagées après une semaine de discussions nombreuses et intéressantes.
Dans le même temps, nous, experts de Statistics Denmark, avons probablement appris davantage encore sur la réalité statistique en Afrique, et en particulier sur l'Eswatini, le Lesotho et le Malawi avec les représentants desquels nous avons travaillé le plus étroitement au cours de la visite d'étude.
En tant qu'experts, notre principale contribution a probablement été d'encourager nos collègues à continuer de demander des données administratives au ministère des Finances, à l'administration fiscale ou aux autres autorités détentrices d'informations sur notre sujet d'intérêt. En outre, nous avons formulé des recommandations sur la manière de procéder. En effet, bien que les données administratives soient actuellement loin d'être une source de données satisfaisante ou adéquate dans de nombreux pays africains, elles peuvent jouer un rôle important à mesure que le secteur formel prend de l'importance par rapport au secteur informel. Les données administratives peuvent être précieuses, à la fois comme source de données directe pour les statistiques de l'emploi et comme information importante pour l'échantillonnage pour les enquêtes.
Un résultat important de nos échanges a donc été de souligner l'importance de négocier dès aujourd'hui la mise à disposition de données administratives, car l'expérience du Danemark ainsi que celle d'autres pays montrent que cela peut prendre des années pour finaliser de tels accords.
Nous avons également conclu qu'il était nécessaire non seulement de mener des enquêtes sur l'emploi (formel et informel) mais également d'assurer un suivi de ces enquêtes dans le temps, et enfin de conduire des enquêtes séparées sur le secteur informel.
La communication avec les utilisateurs des données joue un rôle intéressant et pertinent. La question clé "qu'est-ce que j'y gagne ?" peut être utilisée lors des entretiens avec les ministères, ainsi que lorsqu'il s'agit de la question récurrente du financement des enquêtes, etc. L'utilité des statistiques pour la prise de décision et l'élaboration de politiques publiques est tout simplement un point essentiel à prendre en compte. Et il est important de se le rappeler et de le démontrer aux autres.
La visite d'étude n'a pas seulement été enrichissante d'un point de vue strictement professionnel. Des liens humains se sont tissés et l'ambiance dans les salles de réunion était agréable et détendue. La communication s'est tout simplement améliorée au fur et à mesure que nous apprenions à nous connaître, et c'est avec plaisir que nous nous reverrons.
L'Insee, et en particulier Dominique Francoz, a réalisé un important travail en rendant possible cette visite, dans des circonstances pourtant assez difficiles. L'ordre du jour était riche et difficile à organiser, avec des représentants de l'Organisation internationale du travail et d'Afristat qu'il fallait placer dans différentes salles quasiment en même temps. De plus, on peut souligner le courage qu'il a fallu pour inviter les représentants de 12 pays, de langues officielles différentes (anglais, français, portugais) avec, en plus, des experts d'un pays froid et nordique ! Mais cette semaine a été un succès, elle était très enrichissante et nous sommes reconnaissants d'avoir pu y prendre part. »

L'Insee au cœur des études économiques tunisiennes : le projet européen Savoirs Éco en Tunisie

Appuyer le débat public sur les enjeux économiques en Tunisie par un renforcement des structures productrices de savoirs économiques : tel est l'objectif de ce nouveau projet européen piloté par Expertise France, dont l'événement de lancement s'est tenu à Tunis en octobre de cette année. Mis en œuvre jusqu'en janvier 2026, il doit, à plus long terme, contribuer à l'amélioration de l'élaboration des politiques publiques économiques.

Ses bénéficiaires tunisiens sont multiples :

- Ministères (Économie et planification, Enseignement supérieur et de la recherche scientifique),

- Opérateurs et organisations publiques affiliées (**Institut tunisien d'études stratégiques**, **Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives**, **Institut national de la statistique)**,
- Champ académique, société civile, médias,
- Structures productrices de savoirs économiques comme les think tanks de la société civile.

L'Insee intervient aux côtés de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (**Ferdi**), du Global Development Network (**GDN**) et de **France Stratégie**). Notre expertise sera naturellement destinée à l'INS tunisien, dans les domaines suivants :

- Amélioration de la qualité des statistiques d'entreprises : expertise des sources, enrichissement, méthodologie, système d'information intégré,
- Communication : stratégie, réseaux sociaux, relations media, rapprochement des différents publics.

Suivant en cela la démarche des pilotes du projet, des synergies seront tissées en tant que de besoin avec les différents bénéficiaires et partenaires fournisseurs d'appui, pour renforcer l'efficacité des activités et atteindre les objectifs attendus.

Cap au Sud : la modernisation des comptes nationaux de Bolivie

À la demande et sur financement de l'Agence française de développement (**AFD**), l'Insee met en œuvre, jusqu'à fin 2026, un projet d'appui à la modernisation des comptes nationaux produits par l'Institut national de la statistique de Bolivie (**INE**), avec une collaboration inédite d'organismes voisins.

En effet, au cours des discussions préalables, il est rapidement apparu pertinent d'impliquer d'autres acteurs tant pour leur proximité géographique, leur communauté d'intérêt que leurs compétences : ainsi l'Institut national de la statistique et de l'informatique du Pérou (**INEI**) qui a acquis une grande expérience dans les domaines concernés (méthodologie comptabilité nationale, mesure de l'informel, implémentation du logiciel ERETES), a été contacté et a accepté de rejoindre le projet. S'inscrivant également dans l'intérêt de promouvoir la coopération Sud-Sud, une intervention de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (**CEPAL**), extension régionale de l'Organisation des Nations unies, disposant de ressources expertes en matière de comptes trimestriels et de nomenclatures, est envisagée.

Le changement d'année de base des comptes nationaux, l'adoption des standards internationaux les plus récents, la mobilisation de données sur des domaines non couverts par les enquêtes courantes (économie informelle, illégale) et l'implémentation d'ERETES figurent au programme du projet qui consommera 170 jours/hommes de la part de l'Insee et de l'INEI. La première mission, de définition d'une feuille de route du projet, a eu lieu du 27 novembre au 8 décembre à Lima, puis à La Paz.

Nouvelle voie vers l'Extrême-Orient : jumelage avec l'INS du Cambodge

La délégation de l'Union européenne à Phnom Penh a, le 12 décembre, officiellement annoncé l'attribution du projet de Jumelage avec l'Institut cambodgien de la statistique (**NIS**), au consortium piloté par l'Institut italien de statistique (**ISTAT**) et dont l'Insee est partie prenante, en même temps que les instituts de statistiques de Lituanie et de Pologne. Le projet a pour objectif principal d'« améliorer la qualité du système statistique au Cambodge » et comporte trois volets :

- le renforcement de l'organisation (INS et autres composantes du système statistique national) chargée de la gestion de la qualité des statistiques officielles ;
- le renforcement de la rigueur méthodologique dans la collecte, la production et la diffusion des statistiques ;
- la remise à niveau des dispositifs de formation du personnel.

Le Jumelage durera 30 mois (à partir de la prise de fonctions à Phnom Penh de la conseillère résidente en mai 2024) sur la base d'un financement européen qui s'élève à 2 millions d'euros. Compte tenu des différents coûts à prendre en charge (résidence, transports, per diem), le volume d'assistance technique estimé est d'environ 110 semaines qu'il faut répartir entre les différentes actions.

Au sein du consortium, l'Insee assure le pilotage et la coordination des actions consacrées aux aspects organisationnels (coordination du SSP, échanges de données, stratégie de diffusion et inégalités de genre au sein du SSP). Elles représentent une trentaine de semaines d'assistance technique sur la période. L'Insee pourra également contribuer aux appuis relevant des autres composantes du projet comme la modernisation des comptes nationaux, la mise en œuvre de cadres d'assurance qualité ou la formation à distance.

Après l'annonce de la sélection de notre consortium, une nouvelle phase débute, qui sera conclue par l'organisation d'un séminaire de lancement à Phnom Penh à l'été 2024. D'ici là, les partenaires vont travailler à la programmation fine des activités pour les trois prochaines années.

ERETES à la Direction générale de l'Insee, au Libéria, en Tunisie et en Bolivie

Nouveaux développements

Dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle version d'ERETES, la Direction générale de l'Insee a accueilli du 7 au 10 novembre 2023 un atelier de travail dédié à la présentation des développements effectués à mi-parcours du projet. Les représentants des instituts nationaux de la statistique du Cameroun, du Cap-Vert, du Maroc et du Sénégal ainsi que l'expert technique international en poste à **STATAFRIC** dans le domaine de la comptabilité nationale, y ont assisté en présentiel. Un représentant d'Afristat, n'ayant pu se déplacer, a participé aux débats en web conférence.

Cet atelier a permis de présenter l'état d'avancement de la nouvelle version, ses fonctionnalités et de recueillir l'avis d'utilisateurs expérimentés. Au vu de la réussite de l'exercice, un second atelier devrait être programmé avant la fin du premier semestre 2024. La livraison d'une nouvelle version prévue au second semestre 2024 s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du volet ECOBUSAF du Programme statistique panafricain II (PASII).

Les participants à l'atelier Eretes et les formateurs :
1er rang - Alexandre Ailloud (ETI à Statafric), Harouna Traoré (Insee/DATI),
José Fernandes (Cap Vert), Alice Tchang (Insee/DATI) ; Charlotte Schiltz (retraitée INSEE)
2ème rang - Brice Kamsu (Cameroun), Thierry Robisson (informaticien Orion),
Lamia Laabar (Maroc), Sophie Bourrel (Insee/DATI)
3ème rang - Khadim Sourang (Sénégal), Jean-Samy Aziz (Insee/DRISS)

Implantations

Au second semestre 2023, l'implantation d'ERETES en Tunisie s'est poursuivie avec deux missions : la première en juillet où le travail sur les années déjà diffusées a été achevé, et la seconde en novembre où l'équipe a travaillé sur le recensement des sources de données utilisées et leur transformation en fichiers de chargement (mise au « format ERETES »). La prochaine mission aura lieu au premier trimestre 2024. Elle portera sur le chargement de ces sources dans le logiciel et le début du travail courant d'élaboration des comptes nationaux à l'aide de l'outil, en parallèle de leur élaboration avec la méthode actuelle.

Comme annoncé dans l'**édition précédente** de notre Lettre, une nouvelle implantation d'ERETES a débuté en juin au Libéria. Après présentation et installation du logiciel, toute l'équipe a participé à la mise au « format ERETES » de plusieurs sources de données libériennes.

Enfin l'implantation d'ERETES en Bolivie, dans le cadre plus global d'appui au département bolivien des comptes nationaux évoqué ci-dessus, est confirmée. Elle débutera au premier semestre 2024 suite à une première mission d'exploration de Michel Séruzier en décembre 2023.

Appuis conjoints d'Afristat et de l'Insee sur la communication statistique

Une part importante du renforcement des capacités dans les actions entreprises par Afristat et l'Insee auprès des instituts des pays membres a porté en 2023 sur la communication.

La réalisation de policy briefs

L'Insee a organisé, en partenariat avec **Afristat**, un atelier de conception et de rédaction de policy briefs à l'École nationale de la statistique et de l'analyse économique **Pierre Ndiaye** de Dakar (Sénégal), du 3 au 7 juillet. Les 27 participants représentaient des instituts nationaux de statistique et services ministériels, des banques centrales et des organisations régionales. L'objectif était de se former aux techniques rédactionnelles utilisées à l'Insee et de s'initier à la réalisation d'un policy brief par un exercice pratique, encadré par l'équipe d'Afristat appuyée par celle de l'Insee.

L'Insee avait déjà mené un premier atelier de formation des formateurs d'Afristat à l'ENSEA d'Abidjan du 22 au 26 mai, ce qui a permis la mise en place de compétences durables dans ce domaine au sein d'Afristat.

Devant l'ENSAE de Dakar, de gauche à droite : Serge Edi (Afristat),
Claire Joutard et Cristina D'Alessandro (Insee), Sansan Honkounne Kambou (Afristat),
Olivier Gourdon (Insee), Djabar Dine Adechian (Afristat)

La data visualisation

Une série de deux webinaires sur la data visualisation a été organisée les 10 et 11 octobre. Elle a mis l'accent sur l'importance du choix des images à utiliser par rapport aux moyens humains, au coût financier (notamment si le recours à une prestation extérieure s'avère nécessaire) et au temps de réalisation. Des solutions pratiques de réalisation par des logiciels libres ont été proposées.

L'Insee à la 46e réunion du Comité de direction d'Afristat

L'Insee a participé, en tant qu'institution observatrice, à la 46e réunion du Comité de direction d'**Afristat**. La réunion s'est tenue à N'Djamena, au Tchad, les 23 au 24 octobre. Elle a été l'occasion pour Afristat, partenaire de coopération privilégié de l'Insee, de faire un bilan des actions réalisées en 2023 et de présenter son plan d'action pour 2024, en permettant aux États membres et aux institutions partenaires d'exprimer leurs souhaits et leurs points de vue.

Pour l'Insee, la participation à cette réunion permet d'afficher son soutien à Afristat et de collecter des informations importantes pour la mise en place du programme de coopération de l'année suivante. Elle a été aussi l'occasion d'échanger sur les besoins et les défis exprimés par les instituts nationaux de statistiques, ainsi que par les autres institutions et organisations présentes. Cette année, l'accent a été mis, à plusieurs reprises, sur les efforts nécessaires pour améliorer la diffusion des données dans les pays membres, ainsi que sur la demande de développement progressif d'outils et de compétences pour la gouvernance du big data : cadre juridique, outils informatiques, formations.

En fin de réunion, une présentation de l'offre Géoclip a permis de valoriser les données statistiques à l'aide de systèmes d'information géographique facilement accessibles aux utilisateurs. Cela pourrait permettre à Afristat de proposer une offre intégrée et à l'Insee de faire part de son expérience et de son expertise par rapport aux données territoriales intégrées dans **Statistiques locales**, qui utilise le même service.

En bref – les activités de coopération au 2d semestre 2023

Activités régionales

- **PROGRAMME STATISTIQUE PANAFRICAIN (PASII)**

Réunions de coordination du projet
Mission à Varsovie (Pologne)
Septembre

L'emploi et le secteur l'informel
Visite à la DG de l'Insee
Septembre

Comptes satellites du tourisme
Réunions préparatoires de visite, avec Statistics Norway et Statistics Denmark
Visite à la DG de l'Insee
Octobre

- **COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES (CEPALC)**
  Réunion annuelle des comptables nationaux sud-américains
  Webinaire (participation)
  Octobre

- **REVUE METHODOLOGIQUE STATECO**
  Webinaire de promotion de la revue
  Décembre

- **Cycle de conférences thématiques Paris21– INSEE - Afristat – UNECA - ACBF**
  Rôle des Instituts nationaux de la statistique dans l'écosystème de production des statistiques environnementales et du changement climatique
  Pays francophones d'Afrique subsaharienne et du Maghreb
  Webinaire

- **AFRISTAT - EXPERTISE FRANCE – INSEE – FERDI - DGFiP - DGDDI**
  Comité de pilotage du projet Datafid
  Visioconférence
  Août

- **AFRISTAT – CAMEROUN – CAP-VERT – MAROC – SENEGAL**
  Développements de la nouvelle version d'ERETES
  Atelier à Paris
  Novembre

Afrique subsaharienne

- **AFRISTAT**

Formation policy briefs
Atelier conjoint Insee/Afristat, à l'ENSAE
Dakar
Juillet

Comité de direction
Participation en tant qu'observateur
Mission à N'Djamena (Tchad)
Octobre

Formation POGUES
Visioconférences
Octobre - novembre

Atelier comptes trimestriels
Visioconférence
Novembre

Qualité
Visite d'étude d'une délégation composée du Directeur général d'Afristat et de représentants des INS du Burundi et du Cameroun
Montrouge
Décembre

Visite du Directeur général d'Afristat à la Direction générale de l'Insee
Montrouge
Décembre

- **STATAFRIC**
  Préparation du SCN 2025
  Webinaire (participation)
  Juillet, août, octobre

- **REUNION SEMESTRIELLE DES COMPTABLES NATIONAUX AFRICAINS (AGNA)**
  Webinaire (participation)
  Septembre

- **SEMINAIRE REGIONAL AFRICAIN UNECA OCDE**
  Les TES symétriques et les indicateurs TIVA
  Webinaire (participation)
  Octobre

- **MAURITANIE**
  Accord bilatéral avec l'Agence nationale de la statistique et de l'analyse démographique et économique (**ANSADE**)
  Comité de pilotage
  Visioconférence
  Juillet

- **COTE D'IVOIRE**
  Sensibilisation des diplômés de l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée sur les bonnes pratiques de management et d'éthique
  Formation à Abidjan
  Octobre

Le 2ème groupe des participants à la formation de sensibilisation et Vincent Fruchart, expert en développement institutionnel, planification et suivi-évaluation (5ème en partant de la gauche, 1er rang)

Maghreb et bassin méditerranéen

- **TUNISIE, MAROC**
  Formation pratique sur le webscraping appliqué à l'IPC
  Atelier à Tunis
  Octobre

- **ALGÉRIE**
  Armature urbaine et base permanente des équipements
  Visioconférence
  Novembre

- **MAROC**

Projet Hakama II sur financement européen, 2020-2023
Renforcement des capacités du Haut-Commissariat au Plan

Comité technique
Mission à Rabat
Décembre

Renforcement des capacités techniques des services extérieurs
Formation et appui à la communication régionale
Mission à Agadir
Novembre

À Agadir, Lahoucine Al Aarabiou, Directeur régional de Souss Massa/HCP (2ème en partant de la gauche), Souhir Zerouali, Documentation et gestion de l'information/HCP (3ème en partant de la gauche), Claire Joutard, DR de Provence-Alpes-Côte d'Azur/Insee, Hanane Houchimi, adjointe du Directeur régional de Souss Massa/HCP (6ème en partant de la gauche), et les autres participants à l'atelier

PASII : expérimentations SCN 2025 - les comptes distribués des ménages
Mission à Rabat
Décembre

Les participants du Haut-Commissariat au Plan du Maroc
et les experts Mathias André (Insee/DCN) et Alice Tchang (Insee/DATI)
(4ème et 5ème en partant de la gauche)

Modernisation des comptes nationaux
Comptes de patrimoine, de l'économie numérique et de l'agriculture
Visioconférence et mission à Rabat
Octobre, décembre

Modèle macro-économétrique
Construction d'un modèle de prévision à court terme
Visioconférences, mission à Rabat
Octobre - décembre

- **TUNISIE**

Projet Nouvelle Base 2 en comptabilité nationale
Les comptes trimestriels
Mission à Tunis
Septembre

Projet Savoirs Éco en Tunisie sur financement européen
Évènement de lancement
Mission à Tunis
Octobre

Échanges sur la communication
Visioconférences
Novembre – décembre

Amélioration des statistiques d'entreprises
Visioconférence, mission à Tunisie
Novembre – décembre

PASII : formations ERETES
Missions à Tunis
Juillet, novembre

Les participants de l'INS de Tunisie et les formateurs Alice Tchang
(4ème en partant de la gauche, 2ème rang), Harouna Traoré
(2ème en partant de la gauche, dernier rang) (Insee/DATI),
et Alexandre Ailloud (ETI à Statafric, 4èmeen partant de la gauche, dernier rang)